



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

**Arrêté préfectoral n° 2024/08120 du 12 SEP. 2024**

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE) – VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE  
sise 48-64, route de l'Île-Saint-Julien à BONNEUIL-SUR-MARNE**

**LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017/2783 du 26 juillet 2016 portant autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au profit de la société VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE à BONNEUIL-SUR-MARNE, sise 48-64 route de l'Île-Saint-Julien ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2024/01930 du 18 juin 2024 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mai 2024 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur le site le 23 janvier 2024, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier préfectoral en date du 27 juin 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 27 juin 2024 notifié le 1 juillet 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 23 janvier 2024, l'absence de dispositif permettant de prévenir le risque de déversement de déchets dans la Darse Sud de la Marne ;
- CONSIDÉRANT** qu'il a également été constaté la présence de déchets aux abords, mais également sur la surface de la Marne consécutive aux activités de la présente installation ;

**CONSIDÉRANT** que les constats précités sont de natures à relever une inobservation aux dispositions prévues aux articles 2.3.2 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que face aux inobservations des prescriptions applicables à la présente installation, il convient de mettre en demeure l'exploitant à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, en vertu du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - La société VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE, sise 48-64, route de l'Île-Saint-Julien à BONNEUIL-SUR-MARNE, est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2017/2783 du 26 juillet 2016 :

- article 3.1.2 : « *L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues ou tout autre dispositif de nettoyage rendu nécessaire sont mis en place en tant que de besoin pour assurer la propreté du site et de son environnement immédiat.* », **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- article 3.1.5 : « [...] *La zone de réception des déchets par voie fluviale, située en extérieur est couverte jusqu'au quai au niveau de l'aire de déchargement des barges et un système de filets anti-envol amovible complète ce dispositif afin de limiter les envols de déchets. [...]* », **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II.

**ARTICLE 3** - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

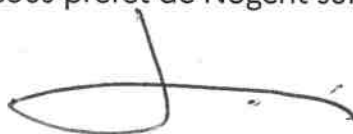
La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du Préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

**ARTICLE 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke and a small upward tick at the end.

Bachir BAKHTI